



# PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES

LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF  
ET PROLONGÉ À LA DETENTION  
PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

 **AMNESTY**  
INTERNATIONAL



**Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.**

**La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.**

**Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.**

© Amnesty International 2018

Sauf exception dûment mentionnée, ce document est sous licence Creative Commons : Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0.

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org).

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

L'édition originale de ce document a été publiée en 2017 par

Amnesty International Ltd

Peter Benenson House, 1 Easton Street

Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

Index : AFR 35/9014/2018

L'édition originale a été publiée en langue anglaise.

**amnesty.org**



*Photo de couverture : À la maison centrale de Manakara, 200 hommes environ, en attente de jugement pour la plupart, dorment à même le sol dans l'une des cellules surpeuplées de la prison. Le manque de place est tel que la nuit, ils se retournent tous en même temps, toutes les heures, lorsque le maître de la cellule frappe dans ses mains. © Amnesty International*

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# SYNTHÈSE

À Madagascar, le maintien injustifié, excessif, prolongé et abusif, d'une manière ou d'une autre, en détention préventive perdure depuis des décennies et a des répercussions catastrophiques sur l'efficacité du fonctionnement de la chaîne pénale.

Le droit international relatif aux droits humains dispose que la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle. Les personnes en détention préventive, qui sont incarcérées mais dont le procès n'a pas encore eu lieu ou dont le procès est en cours mais dont le jugement n'a pas encore été rendu, sont présumées innocentes tant que leur culpabilité n'a pas été établie. Aux termes du droit international, elles ont notamment le droit de rencontrer un avocat, gratuitement pour les plus pauvres, d'être jugées dans un délai raisonnable et d'être séparées des condamnés.

La détention préventive injustifiée, excessive et prolongée touche à la fois des hommes et des femmes, des adultes et des enfants. Sur le papier, la législation malgache établit le caractère exceptionnel de la détention préventive, conformément aux deux modifications du Code de procédure pénale entrées en vigueur en 2007 et 2016. Or, les

recherches d'Amnesty International ont révélé l'échec de ces réformes à résoudre dans la pratique la crise actuelle en matière de détention préventive.

Bien que les obligations de Madagascar au regard du droit international et de ses propres lois établissent que la détention préventive est une mesure exceptionnelle, les établissements pénitentiaires du pays reçoivent plus de personnes qui n'ont pas encore été jugées que de personnes condamnées. En octobre 2017, plus de la moitié (55 %) de la population carcérale n'avait pas encore été jugée. La détention préventive injustifiée, excessive et prolongée viole l'état de droit, contribue à la surpopulation carcérale, gaspille les ressources publiques et met en péril la santé et les droits des détenus, de leurs familles et de leur entourage. Elle est notamment contraire au droit à la liberté, au droit d'être présumé innocent et au droit d'être traité avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. De fait, les conditions de détention préventive sont misérables et s'apparentent clairement à une forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant.



*Les détenus en attente de jugement lèvent la main, MC de Manakara. Septembre 2018 @ Amnesty International*

## **PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES**

**LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DETENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR**

Amnesty International



*Comme dans les autres prisons, les hommes détenus à la MC de Manakara subissent une surpopulation extrême, qui met leur santé en danger. Août 2017 @ Amnesty International*



*Les femmes sont souvent maintenues en détention préventive pour des infractions mineures et non violentes. Elles n'ont pas d'autre solution que de garder leurs jeunes enfants avec elles. MC de Manakara, septembre 2018 @ Amnesty International*

Si la majorité des détenus en attente de jugement sont des hommes (89 %), touchés plus directement par une détention longue dans des conditions inhumaines et par la surpopulation extrême, les femmes (6 %) et les enfants (5 %) sont affectés de manière disproportionnée par certaines conséquences de cette détention, car les droits propres à leur genre ou leur âge sont également bafoués. Les femmes enceintes ou accompagnées de bébés, par exemple, ne peuvent recevoir les soins de santé dont elles ont besoin. Les enfants ont rarement accès à des activités éducatives ou de formation, contrairement à ce que prévoient les propres lois de Madagascar. Le taux de détention préventive des femmes et des enfants a progressé à un rythme inquiétant ces dix dernières années.

#### **PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES**

LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DÉTENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

Amnesty International





*À la maison centrale de Manakara, un détenu en attente de jugement montre la ration quotidienne de manioc qu'il reçoit de la prison. Dans tous les établissements visités, le manque de nourriture était la principale préoccupation des prisonniers. En septembre 2018, des organisations religieuses fournissaient des aliments supplémentaires à plus de 130 détenus souffrant de malnutrition à la MC de Manakara. Septembre 2018 @ Amnesty International*

Les détenus se retrouvent souvent en détention préventive prolongée pour des infractions mineures et non violentes telles que le vol de poulets ou de téléphones portables, la contrefaçon ou la falsification de documents officiels. De telles infractions ne devraient pas conduire à la détention préventive et encore moins à une détention prolongée.

Des magistrats et des juges interviewés par Amnesty International ont avoué qu'ils ordonnaient régulièrement la mise en détention préventive pour des infractions mineures et non violentes.

La majorité des personnes en détention préventive qui ont répondu au sondage d'Amnesty International étaient pauvres, issues du milieu rural, n'avaient pas été scolarisées de manière classique et connaissaient mal leurs droits. Les personnes pauvres sont non seulement placées en détention préventive de manière abusive car elles ont rarement les moyens de payer un avocat, mais elles subissent par ailleurs les conséquences de cette détention de manière disproportionnée. Leur santé, voire leur vie, est menacée par l'incapacité du gouvernement à leur fournir une alimentation, des soins de santé et des conditions sanitaires de détention satisfaisants ; en outre, elles ont moins de chances que leurs codétenus plus

fortunés d'avoir les moyens d'acheter de la nourriture, des vêtements, des matelas et des couvertures au sein de leur établissement ou de les obtenir de l'extérieur pour améliorer leurs conditions de détention.

Ce rapport met en évidence les conséquences du maintien injustifié, excessif et prolongé en détention préventive et l'échec du gouvernement à améliorer les conditions inhumaines de détention - installations exiguës et insalubres, nourriture et soins médicaux insuffisants. Il souligne également les difficultés auxquelles se heurtent les détenus pour rester en contact avec leur famille, leur méconnaissance généralisée de leur dossier et l'accès insuffisant à une assistance judiciaire, qui expose les plus démunis au risque de rester en détention préventive pendant des mois ou des années et de subir de la sorte des préjudices physiques et psychologiques. D'après la législation nationale malgache, la détention préventive peut durer cinq ans et six mois pour les personnes majeures, et 33 mois pour les enfants. Amnesty International a rencontré des hommes et des femmes qui ont été maintenus en détention pendant plus de trois ans, et des enfants pendant plus de deux ans, sans avoir été jugés.

# MÉTHODOLOGIE ET REMERCIEMENTS



*À la MC de Manakara, l'écrasante majorité des garçons en détention, âgés de 13 à 17 ans, sont en attente de jugement. Ils souffrent surtout du manque de nourriture, de problèmes de peau et de maladies respiratoires, des difficultés pour voir leur famille, et d'ennui. Septembre 2018 @ Amnesty International*

Amnesty International a effectué des recherches sur le terrain dans neuf établissements pénitentiaires de Madagascar en août 2017, afin d'enquêter sur la pratique de la détention préventive et ses conditions. Les neuf prisons visitées (huit maisons centrales et une prison de sécurité maximale) ont été sélectionnées pour représenter les différentes régions (dans les terres et sur la côte). Amnesty International est entrée dans des prisons présentant les taux de surpopulation et de détenus en attente de jugement parmi les plus élevés du pays.

Au total, Amnesty International a interrogé 70 personnes : 44 d'entre elles (25 hommes et 19 femmes), dont 11 mineurs, se trouvaient en détention préventive. Ces détenus ont été interrogés individuellement, sans la présence de gardiens. Les entretiens se sont déroulés en anglais, français et malgache, avec l'aide d'interprètes. Amnesty International a également interrogé 17 membres du personnel pénitentiaire, dont des directeurs d'établissement et des directeurs régionaux ; neuf membres de l'appareil judiciaire, dont les présidents et représentants du ministère public de différents tribunaux, le bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau et la présidente du syndicat des magistrats ; des militants de la société civile ; et des fonctionnaires travaillant auprès ou au sein de l'administration pénitentiaire et judiciaire.

Outre ces entretiens, l'équipe de recherche a visité les cellules, les cuisines et les installations sanitaires des établissements, ainsi que les bureaux du personnel pénitentiaire.

Avant et après ce travail de terrain, Amnesty International a mené des recherches documentaires approfondies et examiné les éléments pertinents du droit international et national. L'équipe de recherche a également analysé quatre documents contenant des statistiques, transmis par le service central de l'administration pénitentiaire, qui constituent la base de l'analyse statistique présentée dans le rapport.

Amnesty International a cependant remarqué plusieurs incohérences dans les statistiques officielles, dues au fait que les autorités malgaches ne disposent pas d'informations exactes, fiables et à jour sur les établissements pénitentiaires.

Ce rapport s'est aussi appuyé sur un sondage mené en mars 2018 par Amnesty International avec la collaboration des responsables de l'administration des neuf établissements pénitentiaires visités. Six prisons nous ont envoyé des informations sur le niveau d'éducation et la connaissance du système juridique de leurs détenus, dont près de 2 000 au total étaient en attente de jugement.

Amnesty International remercie les autorités malgaches d'avoir autorisé l'accès de notre équipe de recherche aux établissements pénitentiaires du pays. Nous tenons en particulier à faire part de notre reconnaissance au personnel de l'administration pénitentiaire pour sa participation et sa coopération lors de cette étude et notamment pour nous avoir transmis des sondages et des informations pertinentes dès que nous en faisons la demande. Enfin, Amnesty International tient à remercier tous les détenus qui ont bien voulu partager leur histoire. Pour protéger les détenus interrogés et dans le respect de leur vie privée, le rapport ne mentionne ni leurs vrais noms ni les éventuels indices qui permettraient de les identifier.

# CONDITIONS DE DÉTENTION

*“À l’intérieur, les détenus sont malheureux. Ils ne dorment pas bien, certains sont obligés de rester debout par manque d’espace, alors ils s’allongent chacun à leur tour. Dans la cellule six, ils sont actuellement 133 détenus, presque la capacité de l’ensemble de la prison.”*

*Le directeur régional responsable de la MC de Manakara, 25 août 2017*



*À la MC de Manakara, les détenus, en attente de jugement dans leur grande majorité, dorment dans des cellules qui contiennent plus de quatre fois leur capacité. Septembre 2018 @ Amnesty International*

Les visites d’Amnesty International dans les neuf établissements pénitentiaires ont révélé les conditions d’incarcération effroyables des détenus en attente de jugement. Sombres et sales, la plupart des cellules sont extrêmement surpeuplées et manquent d’air et de lumière, ce qui met sérieusement en péril le bien-être physique et mental des détenus. En 2017, 129 détenus sont décédés dans les prisons de Madagascar, dont 52 en détention préventive. D’après l’administration pénitentiaire, les principales causes de décès sont la cardiopathie, la broncho-pneumopathie et ce qu’ils décrivent comme le mauvais état de santé général. Les prisons sont vétustes et mal équipées ; elles manquent de soutien en général, financier et matériel en particulier. Le personnel pénitentiaire s’est plaint du manque de ressources, notamment de papier, de matériel informatique, de meubles et de véhicules. Aucun des établissements pénitentiaires visités ne séparait les prévenus des condamnés, contrairement aux normes et au droit internationaux relatifs aux droits humains, et trois ne séparaient même pas correctement les hommes adultes des mineurs. D’après l’administration pénitentiaire, seules 24 maisons centrales sur 42 ont une section séparée pour

les mineurs et plus d’une centaine d’enfants étaient maintenus en détention avec des adultes, en violation du droit national et international. Les filles n’étaient pas séparées des femmes adultes ; même dans les nouvelles prisons en cours de construction, aucune séparation n’est prévue entre les femmes et les filles. Partout, l’équipe de recherche a observé de mauvaises conditions sanitaires, une absence de soins de santé, une insuffisance de nourriture et d’offres éducatives ou de formation, ainsi qu’un accès limité aux familles.



*Dans toutes les prisons du pays, la plupart des détenus passent la nuit dans des cellules où les toilettes n’ont pas d’eau courante. À cause de la surpopulation, ils doivent dormir à moins d’un mètre de celles-ci. Septembre 2018 @ Amnesty International*

**PUNIS PARCE QU’ILS SONT PAUVRES**

LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DÉTENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

Amnesty International



## FLORENT\*



MC de Maintirano, août 2017 © Amnesty International

Visiblement sous-alimenté, Florent ne cessait de s'excuser de ses vêtements sales et déchirés.

**“ Je n'ai que ces vêtements. La nuit, j'ai froid. Parfois, il n'y a pas d'eau, alors on ne peut pas se doucher ni laver nos vêtements. Mes vêtements sont sales, mon corps est sale. “**

Poursuivi pour le vol d'un zébu [bétail], Florent était en détention préventive depuis trois ans et sept mois. Il n'avait pas vu ses deux fils depuis son incarcération. Voici son témoignage:

**“ Nous sommes 42 à dormir dans la même cellule, mais il n'y a pas de place pour dormir. Je dors par terre. Beaucoup de gens tombent malades. Certains toussent, certains tremblent, certains attrapent très froid. Et les gens se battent pour la nourriture, car il n'y en a pas assez ...**

**Je veux vraiment passer en jugement, car je souffre beaucoup ici. “**



Si l'accès à la famille est un droit humain essentiel des prisonniers, condamnés ou non, il présente un intérêt crucial pour les personnes maintenues en détention préventive, pour une raison supplémentaire : l'incapacité du gouvernement à leur fournir une alimentation et des produits personnels suffisants, qui oblige souvent les familles à se substituer à lui. Près d'un tiers des détenus interrogés ont déclaré n'avoir vu ni parlé

à aucun membre de leur famille depuis leur incarcération. Certaines de ces personnes étaient en détention préventive depuis quatre ans. Sur ces 14 détenus, quatre ont dit que leur famille n'était pas au courant de leur incarcération, dont deux, notamment un enfant, qui pensaient que leur famille devait les croire morts.

### PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES

LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DETENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

Amnesty International



# DANS LA LÉGISLATION ET DANS LA PRATIQUE, DES FAILLES PROPICES À L'INJUSTICE

D'après la législation nationale malgache, la détention préventive peut durer cinq ans et six mois pour les personnes majeures, et 33 mois pour les enfants. Une telle durée constitue une violation du droit et des normes internationaux et régionaux relatifs aux droits humains.



Le caractère injustifié, excessif et prolongé du maintien en détention préventive est patent dès le stade de l'arrestation. Alors que le délai initialement prévu pour la garde à vue est de 48 heures, la législation permet de la prolonger jusqu'à 12 jours, en fonction de la distance entre le lieu de l'interpellation et le lieu de résidence de l'officier de police judiciaire responsable l'enquête.

L'équipe de recherche d'Amnesty International a rencontré de nombreux détenus en attente de jugement qui étaient certains d'avoir été arrêtés et placés en détention pour la seule raison que des policiers avaient été payés pour le faire, sans qu'aucun élément de preuve n'existe contre eux.

Les personnes interrogées ont déclaré à Amnesty International qu'au lieu de mener des enquêtes minutieuses, les policiers avaient souvent recours à la violence pour obtenir les « aveux » des suspects, afin de clore rapidement les dossiers.

Si les solutions existent bien dans la législation pour éviter la détention, elles sont très peu appliquées. Dans la pratique, les personnes inculpées restent souvent en détention préventive pendant presque toute la durée préalable au procès, surtout si elles

*“S’il vous plaît, faites avancer mon dossier plus vite pour que je passe en jugement : je suis ici depuis 14 mois et j’attends toujours mon procès.”*

Sedera, 17 ans\*

ne peuvent rémunérer un avocat.

Sur les 44 détenus qu'Amnesty International a rencontrés, seuls huit ont déclaré avoir un avocat. Sur ces huit personnes, trois étaient des enfants détenus à la MC d'Antanimora, où une ONG leur a fourni le leur. En mars 2018, Amnesty International a mené une enquête auprès de 1 911 détenus en attente de jugement. Quatre-vingt-cinq pour cent des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir d'avocat, et plus de la moitié ont reconnu ne pas savoir ce qu'était un avocat. Fait plus inquiétant, plusieurs magistrats de l'administration judiciaire semblaient eux-mêmes peu convaincus par les dispositions législatives donnant droit à une assistance judiciaire.

Les recherches d'Amnesty International ont révélé que les avocats commis d'office n'entraient en jeu qu'au moment du procès et pour les crimes les plus graves, sans ne presque jamais être rémunérés. Cette situation exerce un effet dissuasif sur les avocats, qui doivent souvent régler eux-mêmes des frais de déplacement, d'hébergement et de nourriture pour fournir une assistance judiciaire.

# DIFFICULTÉS SYSTÉMIQUES

Le nombre et la fréquence des sessions des cours criminelles ordinaires et spéciales sont deux des principaux facteurs responsables de la durée excessive du maintien en détention préventive. Conformément au Code de procédure pénale, les cours criminelles siègent deux fois par an, et des sessions supplémentaires peuvent être tenues si le nombre d'affaires à juger l'exige, en fonction des ressources disponibles.

La proportion du budget alloué au ministère de la Justice a diminué depuis 2010, passant de 2,4 % du budget global en 2010 à 1 % seulement en 2017. Le budget alloué à l'administration pénitentiaire et à l'appareil judiciaire ne permet pas que le dispositif pénal fonctionne efficacement. Le nombre d'agents pénitentiaires et les ressources matérielles mises à leur disposition ne sont pas suffisants par rapport au nombre de détenus.



*Gardien de prison, MC d'Antsirabe. Septembre 2018 @ Amnesty International*



*À la MC d'Antanimora, le greffe contient des centaines de dossiers qui s'accumulent depuis des dizaines d'années. L'enregistrement numérique est limité. Août 2017 @ Amnesty International*

**PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES**

LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DETENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

Amnesty International



# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Alors que la Constitution de Madagascar prévoit que la détention préventive est une exception, plus de la moitié de la population carcérale est en réalité en attente de jugement ou n'a pas encore été condamnée. Ce recours abusif bafoue le droit national, régional et international relatif aux droits humains, notamment les droits de chacun à ne pas être placé arbitrairement en détention, à être jugé sans délai, à être présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été établie par un procès équitable et à ne pas être soumis à des actes de torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'une multitude d'autres droits humains, notamment de droits des enfants. À Madagascar, les détenus en attente de jugement sont maintenus dans des conditions épouvantables qui mettent leur vie en danger et qui sont loin de respecter le droit et les normes internationaux, régionaux et nationaux en matière de droits humains.

Le gouvernement n'a accordé aucune priorité au financement du dispositif de justice pénale, qui fait pourtant cruellement défaut, entraînant une allocation insuffisante de moyens humains et matériels. Ce sont surtout les personnes désavantagées économiquement – les moins instruites et les plus défavorisées issues de zones rurales – qui sont détenues arbitrairement ou maintenues en détention préventive pendant de longues périodes. La majorité d'entre elles passent de longs mois, voire de longues années, en prison pour des infractions non violentes, souvent des contraventions, telles que le vol simple, l'escroquerie et la contrefaçon. Étant donné qu'elles connaissent mal leurs droits ou en sont peu conscientes et que les moyens dont elles disposent pour se défendre sont presque inexistants, les personnes pauvres sont aussi particulièrement susceptibles de souffrir le plus de leur détention. Même lorsqu'elles sont libérées après quelques mois de détention préventive, leur incarcération peut avoir des conséquences sur le long terme. Il est probable qu'elles se retrouvent sans emploi et qu'elles s'enfoncent plus encore dans la pauvreté. Compte tenu

des conditions carcérales, beaucoup voient leur état physique et psychologique se détériorer entre leur entrée en prison et leur libération.

Les autorités de Madagascar doivent adopter des mesures immédiates pour veiller à ce que les différents organismes judiciaires parviennent à faire de la détention avant jugement une exception et, lorsqu'elle est ordonnée, à juger les détenus sans délai. Elles doivent également veiller à ce que tous les prisonniers soient traités avec humanité et que leurs droits fondamentaux soient respectés et protégés. Ce faisant, les autorités réduiraient drastiquement la surpopulation carcérale, allègeraient le poids pesant sur les ressources financières, matérielles et humaines et garantiraient le fonctionnement sûr et efficace des établissements carcéraux, sans oublier qu'elles respecteraient les obligations auxquelles le pays est tenu en vertu du droit international.



À la MC de Manakara, environ un quart des femmes détenues, en attente de procès pour la vaste majorité d'entre elles, avaient des bébés ou des enfants en bas âge avec elles. Ils vivent dans des conditions épouvantables @ Amnesty International

# PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

## AUX AUTORITÉS MALGACHES :

- Adopter toutes les mesures nécessaires, qu'elles relèvent du droit, de la politique ou de la pratique, pour mettre fin au recours injustifié, excessif et prolongé à la détention avant jugement ; veiller à l'équité des procédures pour tous les suspects et instaurer des conditions humaines de détention. Des dispositions doivent notamment être prises pour garantir une égalité réelle devant la loi, afin que les personnes démunies ne soient pas affectées de manière disproportionnée par la détention préventive.
- Inviter le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire et le rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à se rendre à Madagascar et leur accorder sur place un accès libre et illimité aux lieux de détention.
- Veiller à ce que la remise en liberté avant jugement soit la norme, dans la législation et dans la pratique, et à limiter la détention prolongée aux cas où une juridiction trouve des raisons spécifiques, concrètes et impérieuses d'y faire appel, dans l'intérêt de la justice ou de la sûreté. Ces décisions devraient être revues régulièrement et pouvoir faire l'objet de recours.
- Modifier le Code de procédure pénale afin de garantir que toutes les personnes arrêtées soient traduites sans délai, jamais plus de 48 heures après leur interpellation, devant un juge pour qu'il décide de la légalité ou non de leur détention, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains.
- Veiller à ce que tous les prévenus et accusés soient représentés par un conseil à tous les stades de la procédure, notamment par la désignation d'office d'un avocat pour tous les détenus ne pouvant rémunérer ses services ; modifier les articles 65 et 68 du Code de procédure pénale, qui ne rendent obligatoire la présence d'un avocat que dans les cas où la peine prévue pour l'infraction est supérieure à cinq années d'emprisonnement.
- Accorder des réparations aux victimes d'arrestations ou de détentions arbitraires et à celles ayant subi des actes de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, notamment en raison de conditions inhumaines de détention, conformément aux normes internationales et aux articles 9 et 13 de la Constitution.
- Libérer immédiatement toute personne maintenue en détention uniquement pour des infractions attribuées à ses proches.
- Adopter d'urgence un plan d'action national pourvu d'objectifs concrets et délimités dans le temps afin d'améliorer les conditions de détention à Madagascar et de les rendre conformes aux normes internationales, notamment aux Règles Nelson Mandela et, pour les femmes et les filles, aux Règles de Bangkok.
- Réaménager et restructurer d'urgence les établissements pénitentiaires afin de garantir qu'ils disposent de suffisamment d'espace pour séparer les différentes catégories de détenus, en particulier les enfants et les adultes, conformément au droit et aux normes internationaux.
- Accroître les ressources allouées au ministère de la Justice, en particulier celles octroyées à l'administration pénitentiaire, afin de garantir qu'il dispose de moyens suffisants pour que le fonctionnement des institutions carcérales soit conforme au droit et aux normes internationaux.
- Garantir que les cas de détention préventive d'enfants en conflit avec la loi soient exceptionnels et considérer les solutions de substitution à la détention comme une priorité (conformément à la loi n° 2016-18), en particulier pour les infractions telles que les vols simples.
- Modifier la loi n° 2016-018 afin d'écourter la durée légale maximale de la détention préventive pour les enfants.
- Intensifier le recours aux solutions permettant d'éviter la détention pour les personnes en attente de jugement, notamment la mise en liberté provisoire ou sous caution. Cette mesure doit tenir compte de la capacité des prévenus et des accusés à verser une caution, afin de ne pas infliger de discrimination aux personnes défavorisées économiquement.



**AMNESTY INTERNATIONAL  
EST UN MOUVEMENT  
MONDIAL DE DEFENSE  
DES DROITS HUMAINS.  
LORSQU'UNE INJUSTICE  
TOUCHE UNE PERSONNE,  
NOUS SOMMES TOUS ET  
TOUTES CONCERNE-E-S.**

**CONTACTEZ-NOUS**



[www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)



[info@amnesty.org](mailto:info@amnesty.org)



+44 (0)20 7413 5500

**PRENEZ PART A LA CONVERSATION**



[www.facebook.com/AmnestyGlobal](http://www.facebook.com/AmnestyGlobal)



[@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline)

# PUNIS PARCE QU'ILS SONT PAUVRES

## LE RECOURS INJUSTIFIÉ, EXCESSIF ET PROLONGÉ À LA DETENTION PRÉVENTIVE À MADAGASCAR

À Madagascar, les politiques judiciaires actuelles persistent à envoyer systématiquement en prison les personnes poursuivies pour des infractions, en attendant leur jugement. L'attente de ces détenus peut durer des années, au cours desquelles ils reçoivent généralement peu d'informations sur leur dossier, voire aucune. Cette pratique a abouti à une situation insolite, à savoir que les détenus des établissements pénitentiaires malgaches sont plus nombreux à ne pas avoir été condamnés qu'à avoir été jugés coupables.

Le recours injustifié, excessif et prolongé à la détention préventive arbitraire à Madagascar est à l'origine d'un large éventail de violations des droits humains, qu'Amnesty International a mises en lumière dans ses recherches sur le dispositif carcéral du pays.

Les hommes, les femmes et les enfants les plus pauvres, qui sont les moins susceptibles de recevoir une aide judiciaire, sont généralement les détenus qui souffrent le plus de leur incarcération. Pour leur famille et pour eux-mêmes, leur maintien en prison est à l'origine de violences physiques, de menaces, d'une perte de revenus, d'une déscolarisation, de malnutrition, de problèmes de santé et de l'opprobre qu'ils subissent parce qu'ils sont accusés d'une infraction sans avoir la possibilité de prouver leur innocence. La corruption et le sous-financement ont mené le système au bord du gouffre.

Il est temps que les autorités malgaches réforment les appareils judiciaire et carcéral du pays. Amnesty International recommande que la police et les tribunaux cessent d'envoyer aveuglément des personnes en prison en attendant leur jugement et fassent usage des solutions de substitution prévues par la loi. Les autorités doivent réduire la grave surpopulation carcérale et respecter les droits humains de la population à Madagascar.